



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_111

Objet	PLUi - Modification n°1- Réalisation d'une évaluation environnementale
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Service Urbanisme
Thème	Urbanisme

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

2 procédures de modification du PLUi ont ainsi été engagées par le Président de la Communauté. L'une de ces procédures, la procédure de modification n°1, a été prescrite par arrêté n°ARP2022_018 du Président en date du 16 juin 2022 et porte sur différents objets (ajustements de certaines délimitations de zones en lien avec des études ou projets en cours sur le territoire de la Communauté, ajustements d'emplacements réservés, modifications d'OAP, modifications de certains points du règlement écrit).

L'objectif de cette procédure est à la fois :

- d'adapter le PLUi aux projets des communes et de la Communauté, nécessitant des ajustements ponctuels,
- et de faire évoluer, améliorer le PLUi suite à deux années d'application et ainsi faciliter sa compréhension et son application en tenant compte du retour d'expérience de la mise en oeuvre du document.

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 a réformé l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Désormais, le nouvel article R.104-12 du code de l'Urbanisme prévoit que, lorsque la modification du PLU n'affecte pas de manière significative un site Natura 2000, mais que la personne publique responsable estime, par un examen au cas par cas, que cette modification est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement, la procédure sera soumise à évaluation environnementale.

Dans le cas de la présente procédure de modification du PLUi, des études environnementales plus poussées sont nécessaires afin de cerner plus précisément les incidences de la procédure de modification n°1 du PLUi sur l'environnement, notamment au regard des évolutions apportées à certains éléments de paysage ou de patrimoine à protéger, à des délimitations de zones, à certaines Orientations d'Aménagement et de Programmation ou à certaines dispositions du règlement écrit. La Communauté peut ainsi décider de soumettre directement la modification du PLUi à évaluation environnementale. Dans ce cas, il convient de prendre une délibération en ce sens.

Il est, par conséquent, proposé au conseil de Communauté de décider de réaliser une évaluation environnementale de la modification n°1.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article R.104-12 du code de l'Urbanisme qui prévoit que la procédure de modification de PLUi soit

soumise à évaluation environnementale de la procédure s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement,

Vu l'article R.104-33 du code de l'Urbanisme qui prévoit que la personne publique responsable du projet prenne une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale de la procédure,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas approuvé par la délibération du conseil de Communauté en date du 28 février 2020, mis à jour par arrêté du Président de la CAPLD en date du 15 mai 2020 et mis en compatibilité par arrêté préfectoral du 31 mai 2022,

Vu l'arrêté n° ARP2022_018 du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas en date du 16 juin 2022 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLUi,

Considérant que des études environnementales plus poussées sont nécessaires afin de cerner plus précisément les incidences de la procédure de modification n°1 du PLUi sur l'environnement.

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 14 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 6 septembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification n°1 du PLUi de la Communauté.

Article 2 : Autorise le Président à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la réalisation de l'évaluation environnementale de la procédure de modification n°1 du PLUi de la Communauté.